



RENOUVELLEMENT DU SOUTIEN AU PACTE MONDIAL DE L'ONU

La démarche du développement durable a connu ses débuts à l'Ipsec fin 1998 avec le lancement du projet du système de management de la qualité dont la finalité était d'inscrire l'Institution dans la durée à partir de la recherche permanente de la satisfaction « clients ».

Dès la première certification en juillet 1999, l'engagement de la Direction formalisé dans le manuel Qualité annonçait la future politique de développement durable.

Depuis cette date, la certification a été régulièrement reconduite avec un taux de satisfaction clientèle élevé se situant, suivant les enquêtes annuelles, entre 93% et 96%.

Depuis 2001, l'Ipsec investit une part significative sur des placements en actions dit ISR (investissement Socialement Responsable).

Parallèlement, des actions ont été réalisées au titre des différents « piliers » du développement durable comme, au plan social, l'égalité professionnelle et plus récemment, dès 2007, des actions au plan environnemental, comme l'achat de papier issu de forêts certifiées, la gestion des déchets, les économies d'énergie.

La décision de systématiser l'approche développement durable à l'Ipsec, selon le Schéma Directeur 21000, a été prise début 2008, l'enjeu étant de prendre plus largement la mesure de la responsabilité sociétale de l'institution en relançant la dynamique interne née de la certification.

Un état des lieux a été réalisé pour valider dans un premier temps la faisabilité du projet et dans un deuxième temps déterminer les axes prioritaires d'actions. La mise en place d'un groupe de travail a structuré les actions entreprises et a permis une réelle planification.

Une charte de développement durable a été validée début 2009. Elle a été suivie par l'adhésion au programme global compact des Nations Unies. Ces engagements se traduisent concrètement par la rédaction d'un rapport prenant en compte les aspects sociaux, économiques et environnementaux.

En tant que Directeur Général, je renouvelle le soutien de l'Ipsec aux dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies.

Quentin Bériot
Directeur Général

COMMUNICATION SUR LE PROGRES

» Gestion de l'emploi (principe N° 4 et N°5)

L'effectif global de 116 salariés est stable entre 2009 et 2010 avec une structure de 94% de CDI et de 6% de CDD ; tous les contrats de travail concernent des personnes majeures, il en est de même pour les entreprises sous traitantes.

Le contrôle du temps de travail est réalisé par une application informatique qui élimine tout risque de discrimination en matière de temps de présence ou de droit à congés.

Les départs en retraite se situent à partir du 60^{ème} anniversaire, toujours à l'initiative des salariés et un peu plus tôt au titre des carrières longues.

» Egalité professionnelle (principe N° 6)

L'Institution compte 72% de femmes pour 28% d'hommes.

La parité d'hommes et de femmes est respectée parmi les cadres de direction.

Cette proportion s'élève à 58 % de femmes au niveau du personnel d'encadrement intermédiaire dont la moitié est issue de la promotion interne.

D'une manière générale tout poste de travail disponible est proposé en priorité à la mobilité ou à la promotion interne.

Un accord pour l'emploi des seniors a été mis en place en 2010 ; des entretiens dits de « seconde partie de carrière » ont été réalisés avec les salariés âgés de 45 ans, 50 ans et 55 ans et plus en 2010. L'objectif est que, d'ici la fin 2012, l'ensemble des salariés de plus de 45 ans ait bénéficié de cet entretien.

» Politique d'achats (principes N° 7 et N° 8)

Un guide de bonnes pratiques a été diffusé aux salariés réalisant des achats. Ce guide reprend les principes de définition du besoin avec son retour sur investissement et du cycle de vie du matériel. Ce guide va être formalisé dans le cadre de l'UES Humanis.

Les consultations fournisseurs prennent en compte les notions de conception (plastiques végétaux) de consommation (économiseur d'énergie), d'ergonomie et de fin de vie (recyclage).

Papier de reprographie

Le papier de reprographie utilisé est issu de forêts renouvelables et éco-gérées, labellisé FSC (forest stewardship council) et PEFC (programme for the endorsement forest certification).

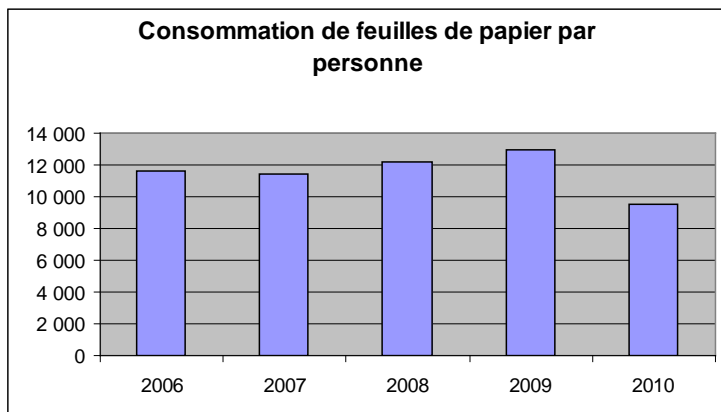
Il contient 30% de papier recyclé, ce qui évite un désencrage agressif lors du recyclage et l'encrassement des machines d'impression dû aux fibres trop courtes.

La consommation du papier de reprographie a crû régulièrement en relation avec l'augmentation de l'activité jusqu'en 2009.

L'implication du personnel a conduit à une décroissance de la consommation de 20% en 2010 par l'impression en recto-verso, la dématérialisation croissante des documents partagés ou la non duplication des documents à vie courte.

L'objectif pour l'année 2011 est une nouvelle réduction de 10% de consommation globale de papier grâce à une application plus stricte des principes appliqués en 2010.

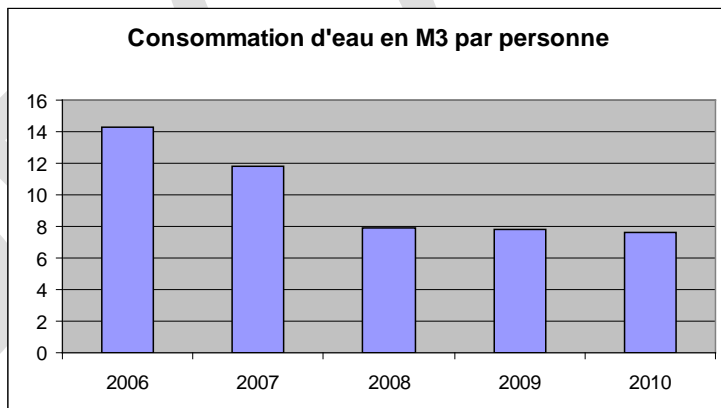
Cet objectif est publié mensuellement en interne pour le suivi et la motivation des collaborateurs



Eau

L'amélioration de la consommation d'eau est arrivée à maturité, les économies restent continues mais de faible ampleur.

L'affichage informatif déjà réalisé dans les locaux sanitaires sera complété en 2011 par une campagne d'affichage plus complète sur les éco gestes et étendu à tous les locaux de détente et partage pour motiver les salariés sur les économies possibles dans ce domaine.



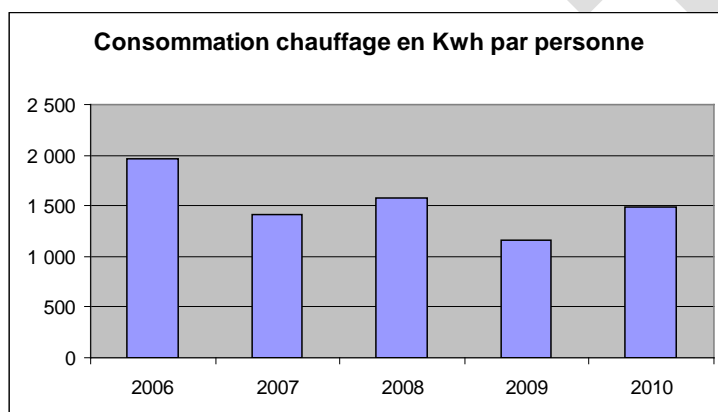
Energie

Gaz de chauffage

La consommation d'énergie de chauffage est en hausse par rapport à 2009 mais il est à noter que pendant les mois de janvier, février et décembre 2010 la température à Paris était inférieure de moitié à la normale saisonnière.

Pour améliorer la performance énergétique de l'immeuble, en 2010 la moitié des huisseries extérieures ont été remises en jeu. Cet effort se poursuivra en 2011 pour que tous les ouvrants soient révisés.

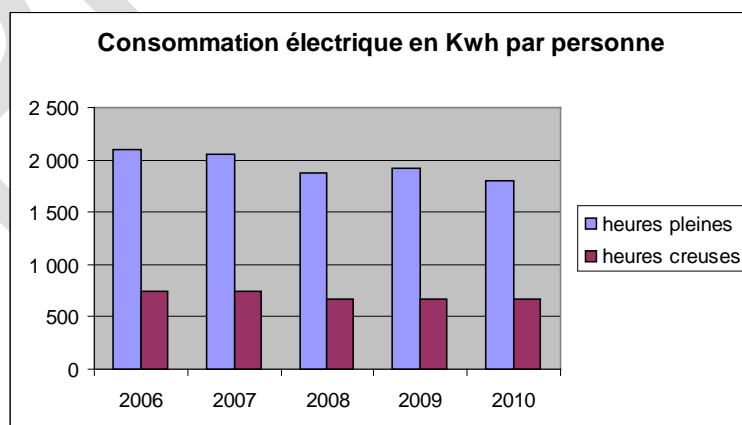
Ces travaux doivent permettre d'atteindre, en 2011, l'objectif fixé d'une réduction de 10% de consommation de gaz de chauffage, cette consommation est suivie par un indicateur publié mensuellement.



Electricité

Les usages de l'énergie électrique peuvent être groupés en quelques familles permettant de vérifier la pertinence des actions engagées pour la réduction de la consommation.

On peut ainsi faire une distinction entre les heures pleines correspondant aux horaires d'activité de l'Ipsec et les heures creuses pendant lesquelles seuls les serveurs et périphériques ainsi que les unités centrales devraient être en service.



La pose de film solaire sur les vitrages exposés au sud coté place du Général Catroux a contribué à une amélioration du confort des collaborateurs mais n'a apporté qu'une économie modeste en terme de consommation d'énergie liée au rafraîchissement de l'air.

Le remplacement de 30 luminaires halogènes par des luminaires basse consommation a réduit la consommation immédiate de 13 KW. En 2011 l'Ipsec a programmé une autre campagne de renouvellement pour prolonger cette économie.

L'objectif de réduction de la consommation électrique totale pour 2011 est fixé à 10 %. Cet indicateur est suivi et publié mensuellement.

► **Gestion des déchets (principe N° 8)**

Le tri sélectif dans les étages courants est réalisé par défaut, les poubelles de bureau sont affectées au papier à recycler soit 200 m3 par an et des poubelles d'étages ont été mises en place pour les autres déchets.

Un collecteur de piles usagées est en accès libre aux services généraux.

Les ampoules usagées sont collectées par les services généraux ainsi que les cartouches d'encre.

Le matériel informatique et le mobilier hors d'usage sont recyclés ou détruit avec BSD (bordereau de suivi des déchets).

► **Bilan Carbone (principe N°8 et N°9)**

Un premier Bilan Carbone a été réalisé en 2010 sur les données de 2009 en utilisant la version 6.1 de juillet 2010 du logiciel Bilan Carbone de l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie).

Ce premier bilan va permettre d'avoir le recul indispensable pour affiner et pérenniser la collecte des données nécessaires, benchmarker les résultats de l'Ipsec avec ceux du groupe Humanis et définir en 2011 les axes d'actions prioritaires pour améliorer notre performance.

► **Sécurité financière (principe N°10)**

Une formation spécifique sur la traçabilité financière a été réalisée pour tous les collaborateurs en 2010 mettant l'accent sur la vérification de fonds d'origine possiblement douteuse, un rappel de cette formation aura lieu tous les ans pour en assurer le suivi.

Un correspondant interne a été nommé pour diffuser les alertes reçues ; recueillir les questionnements et compiler les informations venant des collaborateurs qui peuvent être en charge du traitement de ces dossiers.